

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 17/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CEMEX - ELG**

183 rue des Cornaillères  
Agence Centre et Pays de la Loire CS 10065  
45656 Saint-Jean-le-Blanc

Références : IC240221/RAPVI  
Code AIOT : 0010006060

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement CEMEX - ELG implanté La Fosse Aubert 28150 Beauvilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEMEX - ELG
- La Fosse Aubert 28150 Beauvilliers
- Code AIOT : 0010006060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELG exploite une carrière de calcaires de Beauce au lieu-dit « La Fosse Aubert » sur la commune de BEAUVILLIERS.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Tirs de mines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tirs de mines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.[...]
<b>Constats :</b>  Lors du tir réalisé le jour de l'inspection, deux appareils de mesures étaient positionnés rue des roses à Beauvilliers dont un appareil sur le seuil d'une maison et le second à l'intérieur.  Lors du tir, des vibrations ont été ressenties dans la maison.  Les résultats des mesures pour les deux appareils montrent des résultats qui ne dépassent pas la limite autorisée de 10 mm/s (1.64 mm/s pour 101 dB à l'extérieur et 1.83 mm/s pour 107 dB à l'intérieur).  <b>Constat : Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.
<b>Constats :</b>  Lors du tir réalisé le jour de l'inspection, il a été constaté, dans la maison dans laquelle nous étions situés, des vibrations. Ces vibrations sont à l'origine de gêne pour les habitants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours